

Philosophie de la pandémie: vivons-nous dans une "société de contrôle"?

Les développements technologiques et l'omniprésence des téléphones portables offrent une traçabilité des individus qui aide l'Etat à lutter contre la pandémie. Ils font aussi partie de l'arsenal de contrôle social théorisé par la philosophie politique postmoderne



Une manifestation contre les mesures sanitaires à Reims, France, le 31 juillet 2021. — © AFP

"No pass, no vax: liberté, liberté, liberté",

"Mon bras, mon choix",

"Nous ne sommes pas des cobayes!"...

□ Cet été, nous avons souhaité sonder les revendications déclinées sur les pancartes des manifestants opposés à l'obligation vaccinale ou au passe sanitaire, et les transposer en débat philosophique. Pascaline Sordet, journaliste et titulaire d'un master en philosophie, les recontextualise pour "Le Temps".

Cet été, les appels à sortir de la "dictature" ont résonné dans les rues de nombreuses villes, au gré des manifestations contre le passe sanitaire. Nécessité de s'identifier pour entrer dans certains espaces communs, différenciation de la population en catégories, contrôle renforcé sur les déplacements et les frontières, enregistrement de données individuelles... Faut-il s'inquiéter de ces "formes ultra-rapides de contrôle à l'air libre", dont le philosophe Gilles Deleuze dit qu'elles remplacent les vieilles disciplines, basées sur des systèmes clos? Il est légitime de s'interroger sur les motivations d'un gouvernement ou sur ses capacités à protéger nos données, mais jusqu'où pousser la suspicion?

Pour rappel, une dictature est un régime politique dans lequel le pouvoir est entre les mains d'un seul homme ou d'un groupe restreint qui en use selon son bon vouloir. On en est loin.

En revanche, les inquiétudes autour du passe sanitaire trouvent un écho dans un autre concept, celui de la société dite "de contrôle".

Dans la définition qu'en donne Gilles Deleuze, il s'agit de la façon dont le monde s'organise pour remplacer petit à petit les institutions disciplinaires comme l'école, la caserne, l'hôpital ou l'usine par un système de contrôle fait de "formules insidieuses et souples" – l'expression est du philosophe Michel Foucault. Un exemple:

"De même que l'entreprise remplace l'usine, la formation permanente tend à remplacer l'école et le contrôle continu à remplacer l'examen."

Dans son court "Post-scriptum sur les sociétés de contrôle", Deleuze évoque aussi une prémonitrice

"ville où chacun pouvait quitter son appartement, sa rue, son quartier, grâce à sa carte électronique qui faisait lever telle ou telle barrière; mais aussi bien la carte pouvait être recrachée tel jour, ou entre telles heures; ce qui compte n'est pas la barrière, mais l'ordinateur qui repère la position de chacun".

Une carte qui peut prendre différentes formes mais, le plus souvent, celle d'un téléphone géolocalisé. Pas de "complot" mais des mots d'ordre

La société de contrôle n'est pas un grand complot, c'est un modèle conceptuel pour comprendre la manière dont la surveillance politique, juridique et économique évolue dans l'histoire. Elle se décline aujourd'hui jusque dans les outils les plus simples: carte de fidélité, carte bancaire, historique des recherches Google, algorithme de recommandations.

"Il n'y a pas lieu d'invoquer des productions pharmaceutiques extraordinaires, des formations nucléaires, des manipulations génétiques", tempère le philosophe français, "bien qu'elles soient destinées à intervenir dans le nouveau processus".

Non, l'outil principal du contrôle, ce n'est pas la grande dictature, c'est l'information.

Et nous sommes bien dans "l'ère de l'information" théorisée par le sociologue espagnol Manuel Castells. Depuis la présidence de Donald Trump et la montée de l'extrême droite en Europe, dans l'ère de la désinformation et de la réinformation. Dans une conférence à La Fémis donnée en 1987, Deleuze précise:

"Une information, c'est un ensemble de mots d'ordre. Quand on vous informe, on vous dit ce que vous êtes censés devoir croire."

Une injonction que la communication politique a poussée à son terme avec l'étrange concept de "faits alternatifs". Deleuze constate aussi que "jamais la contre-information n'a suffi à faire quoi que ce soit" et que tous les fact-checking du monde ne dissoudront pas la multiplication des savoirs permise par les réseaux sociaux, pour le meilleur et pour le pire.

Les données, instrument du contrôle social

L'autre enjeu de l'information, ce sont les données. Plus nous les distribuons – à chaque site internet qui nous les demande –, plus l'entreprise qui les récolte gagne en puissance. Elles valent de l'or, se revendent à des fins commerciales ou politiques, pour cibler au mieux nos désirs, ce qui fait dire à Gilles Deleuze que *"le marketing est maintenant l'instrument du contrôle social"*.

La technique en elle-même n'a pas de couleur politique. Elle n'a pas non plus d'intention, elle n'est pas discriminante ou raciste ou dangereuse. Ce sont les individus et les entreprises qui conçoivent, gèrent et utilisent la technologie qui peuvent l'être.

"Il est facile de faire correspondre à chaque société des types de machines", écrit Deleuze dans son "Post-scriptum", "non pas que les machines soient déterminantes, mais parce qu'elles expriment les formes sociales capables de leur donner naissance et de s'en servir. Les sociétés de contrôle opèrent par machines de troisième espèce, machines informatiques et ordinateurs dont le danger passif est le brouillage, et l'actif, le piratage et l'introduction de virus."

Les GAFAM peuvent être un outil de révolte et d'émancipation, mais ils sont avant tout un enjeu de surveillance.

Nous sommes donc loin d'une dictature sanitaire, mais en plein dans une réalité informatisée omniprésente et contrôlante. Alors que le *SocialPass* romand a été épinglé début juin par le préposé fédéral à la protection des données et à la transparence pour avoir donné un accès non contrôlé aux autorités vaudoises et valaisannes, les développements technologiques, leur usage et leur durée sont à observer avec vigilance.

Les autres épisodes:

- *La liberté est-elle compatible avec le collectif ?*
- *L'Etat prend-il vraiment "soin" de nous ?*
- *Nos corps appartiennent-ils à l'économie ?*

Lire aussi:

- *Avec Michel Foucault, la bio-politique est partout*
- *Pourquoi la surveillance technologique n'est pas le bon remède au Covid-19*